

REPONSE A UNE LETTRE OUVERTE.

Suite à la publication de mon livre « *Le temps de Franco* », des émigrés républicains m'adressent, une lettre ouverte à laquelle il m'est difficile de répondre, puisqu'ils avouent n'avoir pas lu mon livre.

Eux ou leurs pères ont combattu, d'abord en Espagne, ensuite en France, dans le maquis. Leur lutte mérite le respect. Rien d'étonnant à ce que leur indignation s'exprime dans une langue véhémence et passionnée, celle de leur mémoire, à laquelle la mienne, plus distancée, s'oppose nécessairement. Notre désaccord gagnerait pourtant à s'appuyer sur des arguments plutôt que sur des invectives et des malentendus.

Ainsi, j'écris que les dirigeants républicains ont à plusieurs reprises bafoué la Constitution et violé la légalité. Payne, Preston, Tusell, Bennassar, les meilleurs historiens de la période, font un constat identique. Or, mes détracteurs se lancent dans un récit du départ d'Alphonse XIII, de la promulgation de la Constitution républicaine de 1931...mais on trouve ce récit, plus développé, dans mon livre. C'est ce qui s'appelle enfoncer des portes ouvertes.

Quand je constate que Franco ne fut pas l'instigateur du soulèvement militaire, les auteurs de la lettre admettent le fait, d'ailleurs irréfutable. C'est vrai, mais il l'a récupéré, s'exclament-ils, il en a retiré gloire et profit !

Comme je raconte avec beaucoup d'autres cette récupération, véritable coup d'Etat dans un coup d'Etat, on se demande à quoi riment ces dénégations. N'ayant pas lu le livre, ils enfoncent, une fois de plus, une porte ouverte.

J'en arrive à cette affirmation sacrilège : Francisco Franco n'a jamais été fasciste, ayant émasculé et dompté la Phalange, seul mouvement clairement fasciste. Ne suffit-il pas à mes contradicteurs qu'il ait été franquiste ?

Ce constat, mes contradicteurs peuvent le trouver chez la plupart des spécialistes qui brossent du Caudillo et de son régime la même peinture, celle d'un conservatisme nationaliste et bigot, une réaction, au sens étymologique.

On peut évoquer Ferdinand VII pour la cruauté de la répression qui se prolongea plus de dix ans avec un impitoyable acharnement. Franco accorda des « *indultos* », des grâces, jamais le mot amnistie ne franchit ses lèvres, maintenant la division entre les deux Espagnes.

Pas plus qu'il n'était fasciste, Franco n'était antisémite, hostile au racisme biologique de Hitler, ce qu'il démontra en faisant publier dans son Bulletin officiel, dès 1938, un an avant la fin de la guerre civile, une réfutation méthodique des thèses raciales. Durant la guerre mondiale, il protégea et sauva de nombreux Juifs qui lui ont manifesté publiquement leur gratitude.

Enfin, les auteurs de la lettre relèvent avec indignation que j'ai évoqué les crimes commis dans « les camps » républicains. Ils posent la question extravagante : quand dont les républicains ont-ils édifié des camps ? Je n'ai pas écrit « les camps » mais « le camp », la chose est facile à vérifier.

Une lectrice à qui la lettre a été adressée a refusé de la signer, indignée par le procédé qui consiste à condamner un livre sans l'avoir lu. Elle qualifie de malhonnête l'usage de citations extraites d'articles parus dans la presse, en les attribuant à l'auteur. « *AHURISSANT*, écrit-elle. *Qui a dit que les républicains avaient édifié des camps ? Michel del Castillo ?* » Elle a pris, il est vrai, la peine de vérifier.

Fille d'un républicain, cette lectrice me trouve pourtant trop indulgent envers le dictateur. Sa réaction n'exprime donc qu'un élan de probité. Je croyais du reste avoir été clair dans ma condamnation du régime et ferme dans l'affirmation de mes convictions républicaines. Je regrette qu'elle ait retiré une impression différente.

François Furet parle des mensonges de la guerre d'Espagne, ce vaste opéra idéologique. Cette lettre en offre un exemple. Entraîné par le conformisme ambiant, j'ai moi-même recours à la *novlangue* qui nous berce. Je parle de républicains alors qu'il faudrait distinguer et séparer. Dès 1931, les anarchistes, force principale de l'aile révolutionnaire et hostiles par conviction à l'Etat, rejetaient la République. Ils l'ont combattue avec fureur pour hâter l'avènement d'une société libertaire. A partir de 1934, les communistes, encore minoritaires, ainsi que l'aile marxiste du Parti socialiste, conduite par Largo Caballero, voulaient, eux aussi, la fin de la République « bourgeoise ». La question, qui donc, dans l'Espagne de 1936, était républicain ? la question n'est aucunement rhétorique. Des dirigeants communistes, et non des moindres, reconnaissent, je cite leurs propos dans mon livre, que la République avait cessé d'exister dès 1934. Martinez Barrios, éphémère Président du Conseil en 1936, ne dit pas autre chose et la plupart des grands penseurs espagnols-Ortega y Gasset, Unamuno, Marañón, Salvador de Madariaga- tous font le constat amer d'une République impuissante, submergée par les milices.

C'est ce débat-là qui se trouve au cœur de la controverse. Il ne me semble pas dérisoire ni démodé, malgré le temps écoulé. Il continue de hanter la gauche française, incapable de trancher. Réforme ou Révolution ? En choisissant avec rudesse le second terme, en se livrant à une surenchère démente, les partis de gauche étouffaient la République. Je pourrais citer des dizaines d'historiens et d'hommes politiques dont Julián Basteiro, l'une des plus belles figures du socialisme espagnol, mort, après un procès inique, dans sa prison.

Contrairement aux auteurs de la lettre, ma lectrice pose avec netteté les termes de la discussion. Elle se dit blessée qu'on puisse mettre républicains et nationalistes sur le même plan. Je ne le fais pas dans mon livre, ni dans mon esprit. Mais je maintiens que la bolchevisation du parti socialiste fut l'une des causes de la guerre. La responsabilité de Largo Caballero me paraît écrasante.

J'aurais, écrivent encore mes détracteurs, rectifié les erreurs des historiens partisans. Or, je cite avec scrupule les meilleurs spécialistes, je les discute avec respect quand je ne partage pas leur interprétation.

Quand, à la fin de mon livre, j'en appelle à un effort de lucidité et d'équanimité, les auteurs de la lettre traduisent le second terme par « indifférence », mais le dictionnaire leur rappelle qu'il signifie sérénité.

J'évoque à demi-mot les déterrements à la mode dans l'Espagne actuelle que je ne suis pas seul à regarder avec méfiance. Dans un quotidien madrilène, Santiago Carrillo exprime la même appréhension, disant que le coup pourrait se retourner contre ceux qui tiennent l'escopette.

Je n'ai rien caché dans mon livre ni des horreurs de la guerre coloniale menée par les légionnaires et les maures de Franco, ni des tueries de Badajoz ou de Malaga, non plus que de la répression impitoyable qui a suivi la victoire de Franco ; sans occulter pour autant les charniers de Paracuellos, les tortures infligées dans les *tchékas* de Barcelone et de Valence, non seulement aux « réactionnaires » et autres fascistes, mais aux anarchistes et aux gauchistes.

Pourquoi faut-il mêler à une polémique de bonne guerre, si j'ose dire, des attaques personnelles et des insinuations qui rappellent de fâcheux souvenirs ? Disqualifier l'adversaire, le traiter d'espion ou de faussaire, on aurait pu croire que ces méthodes staliniennes étaient définitivement abandonnées.

Ma lectrice déjà citée s'en émeut, et je lui sais gré de sa probité intellectuelle.

Pointant une divergence entre des éléments biographiques relevés dans un site du net, « déporté à Mauthausen » et ce qui est écrit dans ma biographie officielle, les auteurs de la lettre me somment de m'expliquer. Je ne puis répondre que de ce que je dis ou écris.

Depuis mon premier roman, « *Tanguy* », paru en 1957, j'ai toujours récusé la mention « déporté », écrivant au dos « emmené en Allemagne », marquant ainsi la singularité de mon destin. Je précisais dans la préface de l'édition princeps, chez Gallimard : « *Tanguy* n'est pas le fruit de la nécessité biographique, il provient d'abord de l'écriture. » Dans des centaines d'articles et d'interviews, ces choses ont été dites, répétées.

Fallait-il aller plus loin encore dans l'insinuation fielleuse ? Durant mon séjour en Allemagne, de 1942 à 1945, je n'aurais pas, avancement des auteurs de la lettre, souffert autant qu'un autre enfant espagnol dont ils citent le nom. Veulent-ils suggérer qu'après deux ans passés au camp de Rieucros, je suis parti pour l'Allemagne en voyage touristique et que, seul, séparé de ma mère à neuf ans, rejeté par mon père, j'ai fait dans l'Allemagne nazie un séjour de repos ?

Certaines insinuations laissent un arrière-goût de découragement. Opposer des arguments à des raisonnements, des faits aux faits, c'est une saine polémique. Attaquer la personne avec brutalité, la chosifier, jeter contre elle des accusations douteuses, cela rappelle les inquisitions stalinistes. Procéder de la sorte dans la France démocratique de 2009, donne une idée du sort qui serait réservé à l'adversaire en des circonstances moins paisibles. Les divergences politiques n'autorisent pas tout, en aucun cas. Cela s'appelle le respect de la personne, fondement de la morale républicaine.

Dans ma biographie officielle, j'aurais également négligé de donner le nom de la Maison de Redressement où, en tant qu'orphelin et fils de rouge, j'ai passé quatre ans, de 1945 à 1949, établissement que feu Vasquez Montalbán, qui avait étudié cette institution, qualifiait de bagne. Si le nom ne figure pas dans ma biographie officielle, il a été cité partout, dans mes livres, dans des centaines d'articles, *Casa de Reforma Toribio Durán*.

Michel del Castillo